

diatement une certaine aide dans divers cas particuliers. Le problème général des réfugiés est tellement vaste que seule une réunion plénière des Nations Unies pourra le résoudre. Le Canada a participé sans réserve à l'étude qu'a faite de ce problème, lors de sa récente réunion à New-York, le conseil économique et social. Nous nous joindrons à d'autres membres du conseil à la réunion projetée pour le 30 août, alors que, prévoit-on, une recommandation sera soumise à l'Assemblée générale en vue de l'établissement d'un organisme des Nations Unies chargé de s'occuper des réfugiés.

ACCORDS FISCAUX

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR LA RÉPONSE DES PROVINCES AUX PROPOSITIONS DU DOMINION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. C. BLACK (Cumberland): Le ministre des Finances, ou le Gouvernement, a-t-il reçu de la Nouvelle-Ecosse ou d'autres provinces des communications ou propositions relativement à des accords fiscaux ou au paiement de subventions aux provinces conformément aux dispositions budgétaires? Le cas échéant, le Gouvernement fédéral a-t-il répondu à ces communications et déposera-t-il le texte des propositions qui ont été adressées?

Le très hon. J. L. ILSLEY (ministre des Finances): Le Gouvernement a reçu des télégrammes ou des lettres de deux provinces qui ont accepté, en principe, l'offre formulée dans le budget. D'autres ont accusé réception des dépêches ou des lettres que je leur ai moi-même envoyées et ont déclaré qu'elles étudieraient la proposition fédérale. Une province a demandé des éclaircissements sur divers points et nous nous sommes rendus à sa demande. On déposera en temps et lieu sur le bureau de la Chambre des copies de ces documents.

COMMISSION DES TRANSPORTS

RÉUNION À CHARLOTTETOWN, LE 17 JUILLET

M. W. CHESTER S. McLURE (Queens): Je désire poser un question au premier ministre ou au ministre des Transports, ou aux deux. En vertu de quelle autorité ou sur les instructions de qui la Commission des transports doit-elle tenir une réunion à Charlottetown, (Ile du Prince-Edouard), le 17 juillet, au sujet des tarifs de transports des camions sur le bac transbordeur entre Borden et Tormentine?

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Il est préférable, je crois, que le ministre des Transports réponde à cette question, ou que cette dernière serve d'avis.

M. McLURE: Dans ce cas, je prie le ministre des Transport de répondre à ma question.

L'hon. LIONEL CHEVRIER (ministre des Transports): Comme l'a dit le premier ministre, la question peut servir d'avis. Je vais aller aux renseignements afin de pouvoir répondre à l'honorable député. Je puis lui dire immédiatement, toutefois, que toute personne ou tout groupe de personnes peut adresser une requête à la Commission des transports en vue de faire reviser les tarifs de transport, comme on l'a déjà expliqué à l'honorable député, il y a quelque temps, en réponse à une question comme celle-ci. Quoi qu'il en soit, je vais tâcher de savoir qui a envoyé cette requête.

M. McLURE: Je demande l'application du Règlement pour protester contre la tenue de cette réunion.

Des VOIX: A l'ordre!

M. l'ORATEUR: A l'ordre! L'honorable député ne devrait pas débattre cette question ici.

LOI SUR L'ASSISTANCE À L'AGRICULTURE DES PRAIRIES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE LA PRÉSENTATION DU BILL TENDANT À LA MODIFIER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. J. McCUAIG (Maple-Creek): Le 30 mai, lors de l'étude du crédit n° 30 de son budget, le ministre de l'Agriculture nous faisait part de son intention de présenter, au cours de la session, un projet de loi tendant à modifier la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies et de le renvoyer au comité de l'agriculture. Quand déposera-t-on le projet de loi?

L'hon. J. G. GARDINER (ministre de l'Agriculture): De retour depuis quelques heures seulement, je n'ai pas eu le temps de demander où on en est rendu dans l'élaboration de cette mesure. Pour autant que je sache, rien n'est changé de nos intentions à cet égard.

LE BUDGET

SUITE DU DÉBAT SUR L'EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre passe à la suite de la discussion interrompue le jeudi 27 juin sur la motion du très hon. M. Ilesley (ministre des Finances) invitant l'Orateur à quitter le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voix et moyens.

M. J. W. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Monsieur l'Orateur, l'autre soir au cours de mes observations préliminaires, j'ai